



Human Rights Watch (Hrw), a demandé vendredi aux autorités camerounaises d'assurer une enquête crédible de la gestion des fonds covid-19.

Entre le 29 mars et le 8 avril 2021, le Secrétaire général de la présidence de la République du Cameroun, Ferdinand Ngoh Ngoh, a envoyé une série de lettres au nom du président Biya. Dans ses correspondances, il donnait des directives au Contrôle supérieur de l'État du Cameroun (Consup), relatives à la gestion des fonds reçus pour lutter contre le Covid-19.

Le 29 mars le Sgpr demandait à l'institution chargée de contrôler la gestion des fonds publics, d'accélérer son audit des dépenses liées à la lutte contre le Covid-19, afin de " [faciliter] la conclusion avec le FMI d'un nouveau programme économique et financier."

L'ONG estime que les directives du président Biya impulsées par le FMI sont porteuses d'opportunités, mais aussi de risques. Ces directives visant à améliorer la surveillance et à enquêter sur les détournements de fonds du programme Covid-19 devraient être assorties de garanties, indique Hrw.

"La volonté soudaine de rendre compte de l'argent versé au titre du programme de lutte contre le Covid-19 est un signe positif qui montre que le FMI et le gouvernement camerounais accordent une plus grande attention à la transparence et à la responsabilité, au moment où ils

négocient le troisième prêt depuis le début de la pandémie", a déclaré Sarah Saadoun, chercheuse senior auprès de la division Entreprises et droits humains à Hrw.

Selon Hrw, la volonté du président Biya pour une meilleure surveillance de ces fonds a apparemment été incitée par les négociations menées en vue d'obtenir un nouveau prêt pluriannuel du Fonds monétaire international (FMI). Soupçons de malversations Plusieurs départements ministériels sont concernés par les enquêtes sur la gestion des fonds covid-19.

Les fonds alloués à la riposte contre la pandémie au Cameroun, s'élèvent à 180 milliards de francs CFA (environ 330 millions de dollars US). Depuis le début de la pandémie, le FMI a approuvé deux prêts d'urgence au Cameroun pour un montant global de 382 millions de dollars US (environ 208 milliards de francs CFA).

Le gouvernement camerounais a promis à l'insitution de Bretton woods d'utiliser les fonds de manière "transparente", en publiant des rapports semestriels sur les dépenses liées à la lutte contre la Covid-19, en commandant un audit indépendant et en publiant les noms des entreprises ayant obtenu des contrats d'approvisionnement et leurs propriétaires réels (ou effectifs). Or, plusieurs contrats ont été passés en urgence et sans respect de la procédure habituelle, a indiqué le député Jean Michel Nintcheu.

Le gouvernement n'a pas encore publié d'informations détaillées qui permettraient un contrôle public significatif de ses dépenses, soutient Hrw. L'ONG ajoute que les autorités restent silencieuses quant à l'utilisation par le gouvernement d'un Fonds de solidarité pour la santé auquel tous les établissements de santé ont contribué en versant 10 % de leurs recettes depuis 1993. Ce fonds est censé servir de réserves pour les urgences de santé publique telles que la pandémie de Covid-19.

Le ministre de la Santé publique, le Dr Manaouda Malachie a été récemment accusé de malversations financière par Jean Michel Nintcheu, député du SDF. Le département ministériel dont il a la charge a reçu quelques 45, 6 milliards FCFA (soit 82 millions de dollars US) de fonds supplémentaires dans le cadre de la riposte à la covid-19. Deux responsables du ministère de la santé publique ont été suspendus pour malversations. Manaouda Malachie le ministre de la santé publique évoquait des "faits de corruption et de rançonnement des usagers du service public".

Le 12 avril, le ministère de la Santé a envoyé une lettre à 10 hauts cadres de son département ministériel, leur demandant de rembourser un trop perçu correspondant à un prélèvement de 11 % sur des primes qu'ils avaient reçues. Ce qui fait penser qu'il y a eu des malversations dans la gestion des fonds covid-19, au sein de l'administration.

En juillet 2020, le Premier ministre chef du gouvernement demandait à la Chambre des comptes, un organe de la Cour suprême, "d'enquêter sur les dépenses liées à la pandémie". Et, le 6 avril 2021 Ferdinand Ngoh Ngoh demandait au ministère de la Justice d'ouvrir une enquête judiciaire. Sa correspondance, apprend-on, mentionne une copie d'un rapport de la Chambre des comptes, qui n'a pas encore été rendu public.

koaci
